

Droits de l'Homme : une œuvre inachevée

« Plus jamais cela ! ». N'oublions jamais que c'est ce cri de révolte contre la barbarie et l'oppression, mais aussi ce cri d'espoir qui a été à l'origine de la rédaction de la déclaration universelle des droits de l'Homme, voilà soixante ans. N'oublions jamais que c'est la conscience naissante d'appartenir à une même famille humaine qui a conduit, pour la première fois, à vouloir, comme le disait René Cassin, « protéger tout l'homme et les droits de tous les hommes en tout lieu de la terre », à vouloir affirmer clairement la dimension universelle et indivisible de ces droits.

Soixante ans après, qu'est-il advenu de nos aspirations, de nos ambitions, de nos engagements ? Année après année, on a vu s'étoffer l'action normative et institutionnelle des Nations unies, on a vu s'élargir les catégories des bénéficiaires, on a vu s'amplifier la notion même de droits de l'homme progressivement appliquée à l'alimentation, au développement, ou à l'environnement. Année après année, de nouvelles étapes décisives ont été franchies : qu'il s'agisse de la Conférence mondiale de Vienne, de la création de la Cour pénale internationale, de la reconnaissance du principe de compétence universelle, ou de celui de la responsabilité de protéger.

Malgré le travail et les efforts accomplis par l'ONU et la communauté internationale, malgré l'action inlassable des organisations non gouvernementales et des milliers de héros anonymes qui se dévouent souvent au péril de leur vie, malgré les progrès accomplis et les avancées incontestables réalisées tout au long de ces soixante années, l'œuvre reste, encore et toujours, inachevée.

Qui oserait, en effet, affirmer, aujourd'hui, que le droit à se nourrir, à se soigner, à se former, à travailler, à être protégé par la loi, à circuler librement, en d'autres termes que le droit à vivre dans le bien-être et la dignité est, partout dans le monde, réalisé ? Qui oserait affirmer, aujourd'hui, que la liberté de pensée, de conscience, d'opinion et d'expression, que l'égalité entre les hommes et les femmes, est, partout dans le monde, réalisée ? Qui oserait affirmer, aujourd'hui, que la pauvreté et la guerre, la dictature et l'oppression, l'esclavage et la torture,

la xénophobie et le racisme, ont été, partout dans le monde, éradiqués ? Qui oserait affirmer, aujourd'hui, que les principes proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'Homme sont, partout dans le monde, effectivement appliqués, que leur violation est, partout, réprimée, ou mieux encore, prévenue ?

Soixante ans après, ayons la lucidité et le courage de reconnaître que le combat pour les droits de l'Homme et les libertés fondamentales demeure d'une pressante et révoltante actualité ! Ayons la lucidité et le courage de reconnaître que l'urgence n'est plus tant de définir de nouveaux droits, que d'amener les Etats, tous les Etats, à ratifier les textes existants, mais surtout à les appliquer réellement ! Plus grave encore ! Devons-nous prendre prétexte que le monde a connu, depuis soixante ans, de profonds bouleversements, que de nouveaux équilibres se sont fait jour, mais aussi de nouvelles menaces, pour remettre en cause, ici ou là, l'universalité de ces principes ?

Quelle serait la portée, l'efficacité et le devenir d'un droit que certains Etats seulement appliqueraient, tandis que d'autres le bafoueraient, au nom de spécificités culturelles, religieuses, nationales, au nom de je ne sais quel relativisme ? Nous irions au devant d'un immense péril pour l'humanité si nous devons invoquer la diversité pour mieux révoquer l'universalité ! L'universalité et la diversité ne sauraient s'affronter, tant elles sont vouées à se nourrir, à s'alimenter, à s'enrichir l'une l'autre.

Mais dans le même temps que nous devons dénoncer cette instrumentalisation de la diversité et de l'altérité, nous devons réaffirmer fermement que l'universalité de principes ne saurait s'accommoder d'une politique du « deux poids, deux mesures ». Nous progresserons d'autant mieux que l'équité sera respectée et que tous les manquements à ces principes et ces idéaux seront condamnés, sans considération de puissance aucune ! Nous devons, aussi, réaffirmer fermement que l'universalité de principes ne saurait être l'occasion, pour certains, d'imposer à d'autres, de manière péremptoire, des méthodes et des modes d'expression venus d'ailleurs. Nous progresserons d'autant mieux que seront prises en compte la diversité des réalités historiques et socio-culturelles, tant en ce qui concerne la

formulation de ces principes, qu'en matière de sensibilisation, d'éducation, d'appropriation. Nous progresserons d'autant mieux que la volonté de condamner s'accompagnera d'une volonté de coopération et d'assistance dans un esprit d'écoute, de respect et de dialogue.

C'est bien dans cet esprit qu'agit la Francophonie pour conforter l'universalité des principes et l'efficacité des mécanismes. Une Francophonie fondée, il faut le rappeler, sur le respect de la diversité culturelle, une Francophonie qui a tant fait pour que cette diversité soit érigée en principe du droit international. Puisse donc ce soixantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'Homme nous inciter, par-delà nos différences, à proclamer l'unité de notre condition humaine et l'identité de notre destin !

Abdou Diouf

Secrétaire général de la Francophonie